

Géroskopie

LE MAGAZINE DES PROFESSIONNELS DU GRAND ÂGE



16/06/2023 - Geronforum Fnaqpa

©Juliette Viatte Geroscopie

Cap ou pas cap, la Fnaqpa appelle à stopper la procrastination

Par Juliette Viatte

Réunis à Avignon, les 15 et 16 juin pour leur Geronforum annuel, les adhérents de la Fnaqpa sont appelés à refuser les politiques actuelles.

C'est par un discours particulièrement virulent sur la situation du secteur et les politiques du grand âge que Didier Sapy, directeur général de la Fnaqpa (Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées) (<https://www.fnaqpa.fr>) a démarré ce Geronforum avignonnais. *« L'an dernier, j'expliquais qu'il était grand temps de faire des choix importants sur la qualité de vie, la transformation systémique et domiciliaire du secteur. J'indiquais qu'il fallait arrêter la procrastination et la démagogie pour passer à l'action et à la simplification. A l'époque, j'étais rempli d'espoir car il y avait un tout nouveau gouvernement avec un ministre qui connaissait bien le secteur et ses problématiques en étant ancien directeur général de la Croix-Rouge. »* Et si *« Nous étions au bord du gouffre, nous avons fait un grand pas en avant »*, ajoute-t-il. *« Cela fait plus de trente ans que je travaille dans le secteur, je n'ai jamais connu une situation aussi compliquée, pour les établissements comme pour les services ».*

Après ce constat pour le moins inquiétant, Didier Sapy est revenu sur les diverses actions mises en oeuvre cette année. *« Deux actes politiques forts »* ont été proposés, le ségur de la santé et le bouclier tarifaire, mais *« ils ont été tellement mal mis en oeuvre qu'ils ont perdu leurs bénéfiques politiques »*, ajoute-t-il.

Depuis un an, les concertations, groupes de travail se multiplient mais *« ils n'écoutent rien »* (ndlr les autorités). *« Pourtant on leur explique ».*

Un constat partagé

Et la Fnaqpa n'est pas la seule : la défenseur des droits par exemple, souligne que pour permettre aux droits de s'exercer pleinement en établissement, il faut atteindre les 0,8 ETP ;

La perte de sens a également été étudiée par l'EHESP qui confirme que pour fidéliser le personnel, le critère majeur reste le sentiment du travail bien fait, et non la rémunération. Le CESE enfin chiffre la durée minimale d'intervention à domicile d'une heure, pour entrer en relation et créer de la confiance et du lien. Enfin, la Cour des comptes a publié un rapport sur les accidents du travail et l'absentéisme dans le secteur médico-social, qui représentent pas moins de 3,5 millions de jours perdus, soit 17 000 postes ETP par an. La cour remarque également que plus le taux d'encadrement est important, moins il y a d'accidents du travail. Elle confirme qu'un taux d'encadrement d'1 pour 1 permettrait la création de 6 000 postes. « *La réponse des pouvoirs publics n'est pas à la hauteur* » peste Didier Sapy qui regrette l'absence d'actions réelles mais voit dans les mesures, de la normalisation et de la démagogie. Le ministre n'a de cesse de répéter « *qu'il fait des contrôles parce qu'il est garant de la qualité* » et nous vend « *la moralisation du secteur* », sous-entendant que tous les acteurs sont « *présumés coupables* ». « *On nous explique qu'on est des charlots* ».

Et de lister les diverses propositions : l'instauration par les parlementaires d'un droit de visite en Ehpad, la publication des indicateurs, la réserve prudentielle (« *on annonce des sous mais on ne nous les donne pas. Il y a quand même 121 millions cette année de réserve* »), l'augmentation des normes non financées, et maintenant les référents... « *On dit qu'il faut créer des postes, on nous propose des référents, parfois bénévoles* ».

Peu d'échéances réelles

Enfin sur les perspectives, Didier Sapy continue d'ironiser. L'examen de la PPL, stoppé à l'article 6, est repoussé à l'automne. Un plan d'action du CNR devait être proposé en mai... Idem sur le rapport de Mme Pires Beaune concernant le reste à charge en ehpad... dont la date de présentation n'est toujours pas fixée.

Alors cap ou pas cap ?

Le gouvernement sera-t-il cap' de donner un cap aux politiques du grand âge ? Pour Pierre Roux, vice-président de la Fnaqpa et directeur général du GCSMS Palaïos, « *la question du grand âge est une question de choix sociétal, l'absence du ministre Jean-Christophe Combe est emblématique* », même si sa directrice de cabinet, Carole Ben Soussan est venue porter la bonne parole, rappelant les actions engagées depuis un an, mais sans réellement débattre avec la salle.

Même Luc Broussy, représentant du CNR Bien Vieillir, a regretté l'absence de vision politique. « *Dans les années 90, les pouvoirs publics pensaient et les professionnels freinaient parfois* ». *C'est à cette période qu'est née la CNSA, que nous avons connu la réforme de la tarification, les évolutions législatives et réglementaires majeures, l'APA... Les politiques avaient des*

convictions sur la manière dont le secteur devait évoluer. « Tout cela s'est paupérisé », ajoute-t-il.

« 20 ans après, c'est l'inverse. Les administrations centrales connaissent un grand turn over ; il n'y a pas de colonne vertébrale, pas de projet, pas de dessein. La loi ne viendra jamais. La question est donc de savoir si on est capable de se débrouiller seul, et surtout s'ils peuvent au moins arrêter de nous barrer la route », à défaut de nous soutenir. Redonnons de la perspective, du rêve. C'est notre secteur qui doit bouger ».